

Nouvelle loi sur la formation professionnelle: bilan du Conseil fédéral

Fondement et point de départ de la modernisation

Par diverses dispositions de détail, la nouvelle loi sur la formation professionnelle s'est traduite par une poussée réformatrice. Elle a aussi régleménté uniformément l'ensemble des professions hors du domaine des hautes écoles. La formation professionnelle est ainsi devenue une voie de formation «alternative» à part entière, qui repose sur l'égalité des chances et débouche sur les offres de formation générale. Ce système doit être entretenu et développé avec soin. *Jürg Zellweger*

Les nouveautés les plus frappantes concernent la modernisation de la formation professionnelle initiale: jusqu'au début de 2010, pas moins de 116 orientations professionnelles (sur 220) ont été révisées. Les associations de branches sont encouragées à identifier leurs futurs besoins en qualifications, à définir et appliquer leurs concepts de formation initiale et continue. Cela ne va pas sans un solide engagement milicien des entreprises. Si ces réformes sont souvent menées sans que le grand public en ait conscience, elles n'en ont pas moins de larges et remarquables retombées et sont réellement durables. Pour deux tiers des jeunes environ, l'apprentissage est la clé d'un départ réussi dans le monde du travail.

Défis des prochaines années

La nouvelle loi apparaît comme une base et un point de départ efficaces de la modernisation. Le Conseil fédéral signale encore cinq domaines d'intervention principaux:

- Le renforcement de la concurrence entre les filières de culture générale (en particulier les gymnases) et les filières de formation professionnelle pour obtenir des élèves bien qualifiés exige que l'on préserve également l'attrait de la formation professionnelle aux yeux des élèves exigeants.
- Les éléments les plus faibles sur les plans scolaire et social devraient aussi pouvoir accéder à des diplômes de formation postobligatoire. Pour cela, il faut fournir des offres supplémentaires à bas seuil et prévoir des mesures de soutien.



Formation professionnelle: la clé d'un départ réussi dans le monde du travail.

- La formation professionnelle supérieure (examens fédéraux, écoles supérieures), doit être repositionnée par rapport à la formation continue et dotée d'un système de financement transparent.
- Il faut obtenir un meilleur positionnement international des atouts de la formation professionnelle duale et de la formation professionnelle supérieure. Faute de quoi l'on continuera de souffrir d'un manque de reconnaissance des diplômés et d'entraves à la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée, par conséquent d'entraves au processus d'internationalisation des entreprises.
- La valeur indicative légale selon laquelle la Confédération prend à sa charge un quart des dépenses de formation professionnelle des pouvoirs publics est un objectif qui doit être atteint pour la période 2013 – 2016, s'il ne l'a pas été pendant la période transitoire de cinq ans (2008: 17,4 %).

Prodiguer au système les soins qu'il mérite

En approvisionnant le marché en personnel spécialisé et d'encadrement bien formé, la formation professionnelle contribue à la haute qualité du travail dans l'économie helvétique. Grâce à ce personnel, les entreprises ont une productivité élevée et les collaborateurs de bonnes perspectives de carrière. L'innovation économique et la stabilité sociale constituent des intérêts primordiaux pour la société.

Il faut toutefois se soucier de préserver ce système de formation professionnelle performant. Par des mesures ponctuelles bien ciblées (et non par des changements de système), il convient de remédier aux problèmes qui se posent dans certains domaines, comme celui du marché des places d'apprentissage ou du passage des jeunes au monde du travail.

Fait aussi partie des responsabilités des acteurs de la formation professionnelle une collaboration reposant sur le consensus des partenaires (Confédération, cantons, organisations du monde du travail), à tous niveaux et dans d'innombrables projets. C'est à cette condition que la politique de la formation professionnelle peut se matérialiser efficacement en pointant vers l'avenir. ■

Le rapport du Conseil fédéral «Nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle – Bilan après six ans d'application», est disponible en pdf sous www.bbt.admin.ch

Jürg Zellweger est membre de la direction de l'Union patronale suisse